



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS

Vingt-huitième session

23-27 mars 2026

Minneapolis, Minnesota (États-Unis d'Amérique)

QUESTIONS D'INTÉRÊT ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS, Y COMPRIS LE JECFA

(préparées par la FAO et l'OMS)

Informations émanant du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA)

1. Depuis la 27^e session du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF, 2024), le JECFA s'est réuni à deux reprises (100^e et 101^e réunions du JECFA). Ces deux réunions portaient sur les additifs alimentaires (100^e réunion du JECFA) et les contaminants (101^e réunion du JECFA). Les rapports de synthèse, les rapports techniques et les monographies détaillées de ces réunions sont disponibles sur les sites web de la FAO¹ et de l'OMS².
2. La réunion du JECFA initialement prévue au mois de juillet 2025 afin d'évaluer les résidus de certains médicaments vétérinaires dans les aliments a été suspendue à la suite de restrictions budgétaires au sein de l'OMS.
3. La FAO et l'OMS discutent actuellement du calendrier de la prochaine réunion du JECFA sur les médicaments vétérinaires et informeront le CCRVDF de leur décision.

Boîte à outils du JECFA pour l'évaluation des risques liés aux résidus de médicaments vétérinaires

4. La FAO a élaboré une *boîte à outils du JECFA pour l'évaluation des risques liés aux résidus de médicaments vétérinaires*. L'objectif de cette boîte à outils consiste à renforcer la compréhension des procédures du JECFA relatives à l'évaluation des risques découlant des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments auprès des parties prenantes intéressées (telles que les agences de réglementation responsables de l'homologation des médicaments vétérinaires ou des normes de sécurité sanitaire des aliments, l'industrie pharmaceutique, les producteurs dans les domaines de l'agriculture animale, et les associations vétérinaires). Cette boîte à outils est aussi conçue pour servir aux nouveaux experts potentiels du JECFA de façon à élargir la réserve d'experts disponibles pouvant rejoindre la liste du JECFA et à assurer une plus grande représentation géographique, notamment des régions jusqu'alors peu représentées au sein des organismes d'experts de la FAO/OMS.
5. Elle a été lancée dans le cadre d'un webinaire organisé en marge de la 47^e session de la Commission du Codex Alimentarius, le 29 novembre 2024. La synthèse et l'enregistrement de l'événement de lancement sont disponibles en ligne³. Cette boîte à outils est accessible au public en six langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe) sur le site web de la FAO⁴, tout comme des ressources interactives divisées en six sections techniques et un module d'introduction, disponibles en anglais, en espagnol et en français. Des sources et des documents d'orientations supplémentaires présents dans la boîte à outils fournissent des informations détaillées sur les sujets et étapes spécifiques du processus d'évaluation des risques.

Outil de la FAO dédié aux résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments

6. La FAO a élaboré l'outil dédié aux résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments afin d'offrir aux pays, et notamment aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, une ressource pratique pour renforcer les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments, grâce à l'amélioration de la planification et de la mise en œuvre de l'analyse et du suivi des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments. Cet outil permet d'identifier les manques de capacités dans les laboratoires, les systèmes de surveillance, ainsi que la gouvernance, et promeut l'harmonisation des pratiques nationales de suivi avec les normes du Codex et les évaluations du JECFA. En encourageant les approches

¹ <https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/jecfa/en>

² [https://www.who.int/groups/joint-fao-who-expert-committee-on-food-additives-\(jecfa\)/publications](https://www.who.int/groups/joint-fao-who-expert-committee-on-food-additives-(jecfa)/publications)

³ Enregistrement: [Launch event: JECFA Toolbox for Veterinary Drug Residues Risk Assessment 27 February 2025](#); rapport de synthèse: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd4909en>

⁴ Boîte à outils du JECFA pour l'évaluation des risques liés aux résidus de médicaments vétérinaires: <https://www.fao.org/jecfa-toolbox-veterinary-drugs-assessment/fr>

axées sur les données, l'amélioration de la coordination intersectorielle et le développement ciblé des capacités, l'outil dédié aux résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments contribue à protéger la santé des consommateurs en facilitant les pratiques commerciales équitables et en favorisant les efforts mondiaux afin de limiter la résistance aux antimicrobiens au sein du cadre «Une seule santé». En 2025, la République démocratique populaire lao, la République du Ghana et la République islamique du Pakistan ont mené à bien des évaluations pilotes au moyen de l'outil dédié aux résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, et d'autres pays seront invités à procéder à des évaluations en 2026. L'outil devrait être publié dans son intégralité en 2027.

Réunion spéciale d'experts de la FAO et de l'OMS sur la qualité de l'eau dans les systèmes agroalimentaires et la sécurité sanitaire des aliments

7. La Réunion spéciale d'experts de la FAO et de l'OMS sur la qualité de l'eau dans les systèmes agroalimentaires et les incidences pour la sécurité sanitaire des aliments – axée sur les contaminants chimiques – a été organisée conjointement par la FAO et l'OMS du 20 au 23 mai 2025, au siège de la FAO, à Rome. L'objectif principal de la réunion était de faciliter la finalisation du document intitulé *Prioritizing food safety issues related to chemical water quality in agrifood systems*. Le rapport de la réunion a été publié sur le site web de la FAO⁵. En outre, un webinaire se tiendra le 10 février 2026 afin d'expliquer les conclusions du rapport⁶. La synthèse du webinaire sera publiée en temps utile.

Travaux de la FAO sur l'évaluation des risques de sécurité sanitaire des aliments concernant les inhibiteurs environnementaux utilisés dans les systèmes agroalimentaires

8. Les inhibiteurs environnementaux permettent de réduire les émissions de méthane dans les secteurs agricoles tels que l'élevage et la riziculture, et de minimiser les pertes d'azote des sols. Alors que plusieurs inhibiteurs sont déjà utilisés à l'échelle mondiale et que d'autres sont en cours de développement, les risques de sécurité sanitaire des aliments, découlant de résidus détectés dans les produits alimentaires, doivent être pleinement pris en considération. La présence accidentelle de ces résidus dans les produits alimentaires pourrait susciter des inquiétudes sanitaires et perturber les échanges commerciaux en l'absence de mesures appropriées pour garantir la sécurité sanitaire des aliments. Par suite du rapport intitulé *Food safety implications from the use of environmental inhibitors in agrifood systems*⁷, la FAO s'est penchée sur l'élaboration du rapport intitulé *Environmental inhibitors in agrifood systems – Considerations for food safety risk assessment*⁸, soulignant les principales considérations liées à la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que les étapes du processus d'évaluation des risques pour les inhibiteurs environnementaux. Ce nouveau rapport est consacré à l'absorption potentielle de résidus et à leur transfert vers les cultures ou végétaux, mais aussi vers les aliments d'origine animale destinés à la consommation humaine. En outre, un dossier technique a été préparé dans l'optique de diffuser les principaux messages du rapport auprès d'un public plus large⁹.
9. Pour le lancement du rapport, la FAO a organisé un webinaire consacré à ce sujet le 20 janvier 2026. La synthèse et l'enregistrement de ce webinaire seront disponibles sur la page d'actualités¹⁰.
10. Ces publications ont été élaborées dans le cadre des activités du programme FAO Foresight en matière de sécurité sanitaire des aliments. De plus amples informations sur les travaux de la FAO concernant l'avenir de la sécurité sanitaire des aliments sont disponibles en ligne¹¹.

Travaux de la FAO sur la sécurité sanitaire des aliments pour animaux

11. En 2025, la FAO a dirigé un Atelier international sur l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux – Sécurité sanitaire chimique¹², en collaboration avec le Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu (RIVM, Institut néerlandais de la santé publique et de l'environnement) et avec le soutien du Ministère néerlandais de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la nature. Cet atelier visait à réexaminer et à explorer les méthodes et les outils les plus récents, destinés à l'évaluation des risques liés aux contaminants chimiques présents dans les aliments pour les animaux d'élevage. L'accent a été mis sur les risques éventuels pour la santé des consommateurs d'aliments d'origine animale et sur les risques pour la santé animale. Les participants sont convenus de la nécessité d'une meilleure harmonisation des approches d'évaluation des risques à l'échelle nationale, de recherches et d'échanges d'informations plus

⁵ <https://www.fao.org/food-safety/news/detail/fao-who-release-report-on-chemical-food-safety-risks-from-water-use-in-agrifood-systems/en>

⁶ <https://www.fao.org/food-safety/news/detail/webinar-to-launch-the-joint-fao-who-report--prioritizing-food-safety-issues-related-to-chemical-water-quality-in-agrifood-systems---10-february-2026/en>

⁷ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cc8647en>

⁸ <https://openknowledge.fao.org/items/39606e38-ef44-4d93-8870-8c0a4493bf13>

⁹ <https://openknowledge.fao.org/items/57ae13dc-610e-4429-b819-fdf9c040370b>

¹⁰ <https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/foresight/en>

¹¹ <https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/foresight/en/>

¹² <https://www.fao.org/feed-safety/news-events/detail/fr/c/1734982/>

structurés, d'une meilleure collaboration internationale en ce qui concerne le partage de données de haute qualité, et d'une plateforme centralisée et conviviale pour le partage de données de bonne qualité, qui pourrait faciliter une intégration plus homogène des données sur les dangers et les occurrences, provenant de diverses sources. L'atelier a également été le théâtre d'une consultation sur la prochaine publication de la FAO concernant l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux, à partir de textes pertinents du Codex. Une synthèse de l'atelier ainsi que les recommandations formulées sont disponibles en ligne¹³.

12. Sur recommandation de plus de 400 participants au Forum mondial de la FAO sur les aliments pour animaux et leur réglementation¹⁴ organisé par la FAO en octobre 2025, la FAO entame un processus de désignation de centres de référence de la FAO dédiés à l'alimentation animale, qui fourniront à l'Organisation et à ses membres des conseils techniques, des données ainsi que des informations fiables et de qualité. Un appel à manifestation d'intérêt sera publié au cours de l'année 2026.
13. Les questions d'ordre technique et réglementaire liées à la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et relevant du Codex seront toujours abordées dans le cadre des réunions internationales annuelles sur la réglementation des aliments pour animaux, la prochaine étant prévue en République fédérative du Brésil en juillet 2026.

Travaux de la FAO sur l'état de la recherche concernant les interactions entre les additifs alimentaires, le microbiome intestinal et l'hôte

14. La FAO a entrepris une étude bibliographique scientifique¹⁵ afin d'évaluer la manière dont certains additifs alimentaires pouvaient influencer le microbiome intestinal et, par conséquent, la santé humaine. Cette étude avait pour objectif de recueillir les données disponibles à l'heure actuelle et d'en évaluer la quantité, la qualité et la fiabilité, de déterminer les limites de la recherche ainsi que les lacunes en matière de connaissances, et d'examiner dans quelle mesure les données relatives au microbiome pouvaient être utilisées pour améliorer les évaluations des risques chimiques en matière de sécurité sanitaire des aliments. L'étude se conclut par une série de recommandations visant à orienter et à améliorer la prise en compte des connaissances scientifiques sur le microbiome dans les cadres d'évaluation des risques. Ces travaux complètent les analyses précédentes relatives aux effets des résidus de médicaments vétérinaires, des résidus de pesticides et des microplastiques sur le microbiome intestinal et la santé humaine, et présentent les conclusions issues de la réunion technique de la FAO portant sur le microbiome intestinal dans l'évaluation des risques chimiques liés à la sécurité sanitaire des aliments. Tous ces rapports sont disponibles en ligne¹⁶.

Travaux sur «Une seule santé» et la résistance aux antimicrobiens (RAM)

Travaux quadripartites (FAO/PNUE/OMS/OMSA) sur la résistance aux antimicrobiens

15. L'Alliance quadripartite travaille actuellement sur la mise en œuvre des 44 engagements figurant dans la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2024, et soutient activement les États membres dans cette mise en œuvre. Les engagements ont été adoptés en septembre 2024 à l'occasion de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la RAM, qui établit les cibles et les actions permettant aux pays de lutter contre la menace de la RAM au travers d'une approche «Une seule santé». Ces engagements incluaient la gouvernance, le financement, l'accès aux antimicrobiens et au diagnostic, une réponse multisectorielle coordonnée, ainsi que des engagements sectoriels relatifs à la santé humaine, à l'agriculture et à la santé animale, à l'environnement, à la recherche et au développement, à la formation, à l'innovation et à la fabrication, mais aussi à la surveillance et au suivi¹⁷.
16. L'Alliance quadripartite guide, coordonne et mène à bien deux des engagements de la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies, la révision ou mise à jour du plan d'action mondial sur la résistance aux antimicrobiens, et la création du Groupe indépendant chargé d'étudier les données factuelles sur lesquelles appuyer l'action contre la résistance aux antimicrobiens¹⁸.
17. Le Secrétariat conjoint de l'Alliance quadripartite chargé de la résistance aux antimicrobiens continue de mettre en œuvre son cadre stratégique pour la collaboration sur la résistance aux antimicrobiens, signé en avril 2022. Ce cadre reflète les efforts conjoints des quatre organisations pour faire progresser une réponse conforme à l'approche «Une seule santé» face à la résistance aux antimicrobiens aux échelons mondial, national et régional.

Deuxième Sommet et forum mondial commun des autorités de réglementation des médicaments humains et vétérinaires

¹³ <https://www.rivm.nl/en/documenten/report-international-workshop-on-feed-risk-assessment-chemical-safety>

¹⁴ <https://www.fao.org/events/detail/fao-global-forum-for-animal-feed-and-feed-regulators/en>

¹⁵ <https://openknowledge.fao.org/items/c279160c-595f-4384-a2c0-f4f2c7727240>

¹⁶ <https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/foresight/health-and-food-safety/fr>

¹⁷ <https://www.un.org/pga/wp-content/uploads/sites/108/2024/09/FINAL-Text-AMR-to-PGA.pdf>

¹⁸ <https://www.qjsamr.org/independent-panel-for-evidence-for-action-against-amr>

18. L'une des priorités du plan de travail du Secrétariat conjoint de l'Alliance quadripartite chargé de la résistance aux antimicrobiens comprend l'élaboration et l'actualisation de normes et de conseils techniques sur les pratiques mondiales. Ces travaux consistent à fournir un soutien aux autorités de réglementation des médicaments à usage humain et vétérinaire en organisant un sommet mondial commun sur la réglementation et en produisant un plan de travail pour aider les pays à adopter des réglementations, des mesures d'application et des solutions intelligentes visant à préserver l'efficacité des antimicrobiens. Le Premier Sommet et forum mondial des autorités de réglementation des médicaments humains et vétérinaires pour la préservation des antimicrobiens a eu lieu les 4 et 5 mai 2023 à Genève (Confédération suisse). Ce sommet avait pour thème l'abandon progressif de la vente d'antibiotiques sans ordonnance¹⁹. Le Deuxième Sommet mondial commun s'est déroulé en ligne les 14 et 15 janvier 2026, et avait pour thème le renforcement des pratiques réglementaires dédiées à l'étiquetage des antimicrobiens selon l'approche «Une seule santé» (pour les organismes de réglementation des produits destinés à un usage humain, vétérinaire ou environnemental)²⁰.

FAO

Réduire la nécessité de recourir aux antimicrobiens dans les exploitations agricoles pour une transformation durable des systèmes agroalimentaires (RENOFARM)²¹

19. Cette initiative tournée vers l'action, centrée sur les pays et menée par eux, mobilise toute la chaîne de production, de la ferme à l'assiette, renforce les partenariats public-privé, et soutient les pays dans la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux sur la RAM. À ce jour, RENOFARM compte plus de 400 membres, y compris plus de 70 membres de la FAO et de l'OMS. Cette initiative a créé une communauté de pratique recensant plus de 700 participants. Au travers du dialogue politique, du développement des capacités et de l'échange des connaissances, RENOFARM soutient directement l'application pratique des normes, des directives et des codes d'usages du Codex sur la RAM, en particulier des documents liés aux mesures de gestion des risques afin de réduire l'émergence et la prolifération de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire. Le Deuxième Symposium international dédié aux stratégies de réduction de l'usage des antimicrobiens pour accompagner la transformation durable des systèmes agroalimentaires se tiendra à Chongqing (République populaire de Chine) du 21 au 23 avril 2026.
20. La FAO continue aussi de renforcer la surveillance de la RAM et l'exploitation des données au travers du système InFARM (Système international de la FAO pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens)²², qui aide les pays à créer, analyser et utiliser les données relatives à la RAM et provenant du secteur agroalimentaire au sein du cadre «Une seule santé». InFARM favorise également l'harmonisation de la surveillance de la résistance aux antimicrobiens chez les animaux et dans les aliments, conformément aux principes et aux approches d'analyse des risques du Codex. Grâce à des méthodologies standardisées, au développement des capacités et à un soutien technique régional, InFARM contribue à l'amélioration de la qualité, de la comparabilité, et de l'utilisation des données à des fins d'évaluation et de gestion des risques, favorisant ainsi la mise en œuvre des textes du Codex sur la RAM aux niveaux national et régional. Pendant l'année 2025, la FAO a progressivement étendu la portée d'InFARM afin de faciliter la collecte et l'utilisation des données relatives à l'utilisation des antimicrobiens dans la production de végétaux et de récoltes, en réponse aux preuves émergentes et aux priorités des membres concernant l'utilisation des antimicrobiens dans la production et la protection des végétaux.
21. En 2025, la FAO a fait avancer les travaux sur la RAM en collaboration avec ses 10 centres de référence²³ et au travers de ses activités de diffusion des connaissances et de développement des capacités, avec notamment l'organisation de 13 webinaires dédiés à la diffusion des connaissances sur la RAM²⁴ et plusieurs autres activités techniques. Ces activités ont aidé les membres à renforcer leurs systèmes de surveillance, appliquer les principes d'analyse des risques, et renforcer les capacités réglementaires et institutionnelles requises pour suivre efficacement les normes du Codex relatives à l'utilisation des antimicrobiens et à la résistance aux antimicrobiens.
22. Pendant l'année 2025, la FAO a travaillé sur de nombreux projets²⁵ visant à contenir et maîtriser la RAM, notamment deux grands projets financés par la République de Corée afin d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments sur le plan microbiologique dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
23. Dans les différentes régions, la FAO a continué de renforcer la collaboration, l'échange de connaissances et l'innovation reposant sur l'approche «Une seule santé» afin de soutenir la sécurité sanitaire des aliments et la maîtrise de la RAM.

¹⁹ <https://www.who.int/news-room/events/detail/2023/05/04/default-calendar/human-and-veterinary-medicines-regulatory-authorities-summit>

²⁰ <https://www.qjsamr.org/news-and-events/news/qjs-news-item/19-12-2025-second-global-regulatory-authorities-summit>

²¹ <https://www.fao.org/antimicrobial-resistance/background/fao-role/renofarm/fr/>

²² <https://www.fao.org/antimicrobial-resistance/resources/infarm-system/fr/>

²³ <https://www.fao.org/antimicrobial-resistance/resources/reference-centres/fr/>

²⁴ <https://www.youtube.com/playlist?list=PLzp5NgJ2-dK4saHXAo4uWOeGJS9Degtk>

²⁵ <https://www.fao.org/antimicrobial-resistance/projects/ongoing/project-13/fr/>

En février 2025, le lancement du Réseau régional de recherche et d'innovation en matière de sécurité sanitaire des aliments (RFSRIN), créé au travers de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, a représenté une étape cruciale dans la région Proche-Orient. Le réseau sert de plateforme pour l'échange de connaissances et l'innovation dans la région. Dans le même temps, des préparatifs ont été entrepris en vue du hackathon Hack4safeFood, initiative ambitionnant de mettre au point des solutions fondées sur la science pour remédier aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments, étayée par un rapport complet sur le paysage régional de la sécurité sanitaire des aliments.

24. En Amérique latine, le Secrétariat du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC) et la FAO ont continué à mettre en œuvre la série de webinaires lancée en 2022 sur des sujets prioritaires pour la région. Depuis le mois de septembre 2024, les modules sur la fraude alimentaire (septembre) et les textes du Codex dédiés à la RAM (décembre) ont été ajoutés. La FAO a aussi développé des capacités dédiées à la surveillance de la RAM (production, collecte et analyse de données). Au mois d'août 2025, un webinaire a été organisé à l'intention de 18 pays afin de promouvoir et soutenir l'adhésion de la région à la plateforme InFARM.

Atelier sur la cosélection antimicrobienne dans l'interface aliments/environnement

25. L'atelier a été organisé conjointement par la FAO et l'Académie chinoise des sciences, et s'est déroulé du 10 au 13 novembre 2025 à Hangzhou (Chine). Cette réunion visait principalement à cataloguer les contaminants susceptibles de jouer un rôle clé dans la cosélection de la résistance aux antimicrobiens pour les aliments et l'environnement de production des aliments, dresser la synthèse des risques associés à une exposition délibérée ou accidentelle des récoltes prévues pour l'alimentation animale, de celles prévues pour l'alimentation humaine, et des animaux à des agents cosélectifs importants pour la résistance aux antimicrobiens, mais aussi identifier les lacunes majeures concernant les connaissances et les priorités de recherche en lien avec la sécurité sanitaire des aliments dans le cadre de ces dangers potentiels. Le rapport de la réunion sera publié sur le site web de la FAO.

OMS

26. Afin d'aider les pays à renforcer les capacités de surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation des antimicrobiens, l'OMS collabore étroitement avec d'autres partenaires, comme le Fonds fiduciaire multipartite²⁶ ou le Groupe technique quadripartite sur la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation des antimicrobiens²⁷, et participe aux activités liées à l'outil d'analyse «Une seule santé» de la législation en matière de RAM²⁸. Il existe d'autres initiatives:

Liste des antimicrobiens médicalement importants de l'OMS

27. En février 2024, l'OMS a publié sa liste d'antimicrobiens médicalement importants (liste CIA de l'OMS)²⁹ afin de promouvoir une utilisation responsable et prudente des antimicrobiens dans tous les secteurs. De nouvelles approches et catégories ont été établies dans le cadre de la révision des antimicrobiens médicalement importants pour la médecine humaine.

Classification AWaRe de l'OMS

28. L'OMS a élaboré et publié AWaRe (Accès, À surveiller, Réserve), son livre sur les antibiotiques³⁰, qui fournit des conseils sur le choix de l'antibiotique, la dose, la voie d'administration et la durée du traitement pour les syndromes infectieux courants, en adéquation avec les recommandations concernant les antibiotiques inclus dans la liste modèle de l'OMS des médicaments essentiels et la classification AWaRe des antibiotiques de l'OMS.

Priorités stratégiques et opérationnelles de l'OMS pour combattre les infections bactériennes pharmacorésistantes

29. Les priorités stratégiques et opérationnelles de l'OMS (2025-2035) pour combattre les infections bactériennes pharmacorésistantes dans le secteur de la santé humaine, reconnues dans la Résolution WHA77.6, se focalisent sur quatre domaines clés: la prévention des infections, l'accès universel au diagnostic et au traitement, l'information stratégique, la science et l'innovation, et une gouvernance et un financement efficaces. Ces priorités visent à accélérer les réponses nationales et mondiales face à la RAM en offrant aux pays un cadre pour mettre en œuvre une approche exhaustive et centrée sur les personnes à propos des systèmes de santé³¹.

Intégration des données issues de nouvelles approches méthodologiques dans les évaluations de la sécurité sanitaire des aliments sur le plan chimique

²⁶ <https://www.who.int/news/item/19-06-2019-new-multi-partner-trust-fund-launched-to-combat-antimicrobial-resistance-globally>

²⁷ <https://www.who.int/news/item/26-01-2023-the-quadripartite-organizations-established-the-technical-group-on-integrated-surveillance-on-antimicrobial-use-and-resistance>

²⁸ <https://www.qjsamr.org/technical-work/one-health-legislative-assessment-tool-on-amr>

²⁹ https://cdn.who.int/media/docs/default-source/gcp/who-mia-list-2024-lv.pdf?sfvrsn=3320dd3d_2

³⁰ <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-MHP-HPS-EML-2022.02>

³¹ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA77/A77_5-fr.pdf

30. Les avancées scientifiques permettent d'étendre rapidement l'application de nouvelles approches méthodologiques (NAM), y compris les méthodes *in vitro*, *in silico* et d'autres méthodes remplaçant les expérimentations animales. Cependant, il reste nécessaire de définir clairement les NAM, et l'utilisation de ces dernières lors de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments sur le plan chimique est toujours limitée. En juin 2025, l'OMS et l'université de technologie de Nanyang (NTU) en République de Singapour ont organisé un atelier pour faire avancer le dialogue mondial sur l'adoption et la mise en œuvre pratique des NAM, en faisant le lien entre innovation scientifique et cadres réglementaires. Les principaux sujets abordés concernaient le statut actuel des NAM, les problématiques réglementaires et techniques, le développement de capacités pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les stratégies de mise en œuvre et les futures orientations.
31. À la suite de cet atelier, une mise à jour du document *Environmental Health Criteria (EHC) 240: Principles and Methods for the Risk Assessment of Chemicals in Food* a été proposée afin d'intégrer les NAM, par le biais d'un nouveau chapitre ou de révisions apportées aux chapitres existants, afin de refléter au mieux les données scientifiques disponibles. La Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPPR) et le JECFA ont ensuite discuté de la faisabilité de l'élargissement de l'utilisation des NAM dans l'évaluation de la sécurité sanitaire, et ont reconnu la nécessité de disposer d'orientations harmonisées et plus claires, malgré l'usage déjà avéré de certaines NAM.
32. En conclusion, la JMPPR et le JECFA sont convenus de mettre à jour le document EHC 240 afin de fournir des orientations sur les principes généraux d'utilisation des NAM dans le cadre de l'évaluation de la sécurité sanitaire des produits chimiques dans les aliments, qui pourraient s'adapter aux développements scientifiques et technologiques à venir. Un groupe de travail mixte dédié devrait prendre en charge cette révision.

Demandes d'avis scientifique

33. L'OMS continue de hiérarchiser les demandes d'avis scientifique sur la base des critères proposés par le Codex, ainsi que les demandes d'avis émanant des États membres et la disponibilité des ressources.
34. Lors de la planification des réunions du JECFA et de l'élaboration de l'ordre du jour du CCRVDF, mais aussi pour les autres comités du Codex tels que le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA), le Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCCF) ou encore le Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO), l'OMS doit tenir compte de la quantité globale et du degré d'urgence des priorités requises par lesdits comités. En raison du nombre croissant de demandes d'avis scientifique auprès du JECFA, toutes les demandes ne pourront pas être abordées au cours de la prochaine réunion. Pour hiérarchiser les travaux, le Secrétariat du JECFA prend en considération les critères existants, les travaux en cours du Codex et les ressources disponibles.
35. Les activités du JECFA, soutenues par l'OMS, reposent largement sur les ressources extrabudgétaires des institutions gouvernementales des États membres de l'OMS. Comme cela a été rappelé au cours des dernières années, les activités liées aux avis scientifiques ont enregistré un déclin notable des fonds versés par les donateurs, notamment en faveur des activités relatives au JECFA. En raison des contraintes budgétaires existantes, l'OMS n'est pas en mesure d'obtenir les ressources requises, ce qui nécessite une diminution des opérations du JECFA. Comme indiqué précédemment, la réunion du JECFA prévue pour l'année 2025 sur les résidus de médicaments vétérinaires a été reportée. En outre, la 101^e réunion du JECFA consacrée aux contaminants alimentaires en octobre 2025 a été écourtée, et seul l'arsenic a été évalué. L'inadéquation actuelle des ressources extrabudgétaires destinées au programme d'avis scientifique de l'OMS affectera durablement les futurs efforts du JECFA. L'OMS évalue de manière active la praticité de la tenue de réunions du JECFA plus courtes et moins nombreuses, de la fusion des comités et de l'évaluation d'un nombre limité de substances chimiques en règle générale. Néanmoins, pour infléchir la tendance actuelle à la diminution des évaluations du JECFA au cours des années à venir, l'OMS encourage vivement les pays membres et les parties prenantes, y compris les observateurs, à s'engager auprès de l'OMS afin d'explorer différents moyens de soutenir, de manière directe ou indirecte, les activités d'avis scientifique de l'OMS.

Recommandation

36. La 28^e session du CCRVDF est invitée à prendre note des informations figurant dans le présent document.